

## **CP 2020-008 relative aux conditions d'accès au réseau pour les nouvelles dessertes autour des canalisations de raccordement d'installations de biométhane**

### **Contribution de Teréga**

Teréga comprend que cette Consultation Publique a pour objectif de traiter, du point de vue de la tarification ATRD, les cas particuliers de raccordement de producteurs de biométhane à des gestionnaires de réseaux de distribution de rang n+1, en lien avec la possibilité de créer de nouvelles Délégations de Service Public sur des canalisations de raccordements de producteurs de biométhane. En effet, dans le cadre de l'implémentation du droit à l'injection (délibération 2019-242), ces cas particuliers n'avaient pas été identifiés. Leur traitement doit donc effectivement être clarifié.

Sur ces aspects, qui relèvent essentiellement de la tarification ATRD, Teréga n'a pas d'avis particulier. L'objectif de la CRE de proposer un cadre tarifaire stable et en continuité avec les pratiques historiques est tout à fait louable. De plus, Teréga est en phase avec la CRE qui souligne page 6 l'importance du dimensionnement du réseau amont : "son dimensionnement est donc essentiel à la faisabilité du projet de biométhane et, d'autre part, assure un rôle de sécurité d'approvisionnement en cas de défaillance du producteur." Teréga estime donc primordial le fait de ne pas altérer les mécaniques tarifaires qui régissent ces dimensionnements, principalement en excluant les volumes injectés des débits dimensionnants.

Par rapport à la **question 4** sur les modalités d'application du terme d'injection, Teréga souligne qu'il ne doit pas y avoir de spécificité entre les producteurs selon les modalités de raccordement aux réseaux de distribution. Cela permet d'une part d'assurer une cohérence et une relative simplicité des pratiques tarifaires liées aux producteurs de biométhane. D'autre part, les montants collectés par le terme d'injection, i.e. les frais d'exploitation générés par les renforcements sur les réseaux de transport et de distribution sont les mêmes, quel que soit le rang du gestionnaire de réseau de distribution qui réalise le raccordement.

**Teréga est par conséquent favorable à la proposition de la CRE.**

Cela étant, Teréga souhaite attirer l'attention du régulateur et des parties prenantes sur un certain nombre de sujets en lien avec les nouvelles possibilités laissées aux gestionnaires de réseaux de distribution dans le cadre du droit à l'injection :

- Tout d'abord, seules les modalités afférentes aux ouvrages de raccordement -de producteurs ou de consommateurs finaux- sont ici discutées. Si les renforcements de réseaux de rang n nécessaires au raccordement de réseaux de rang n+1 sont bien considérés, les ouvrages de renforcement des réseaux des gestionnaires de réseaux de distribution pour le développement des capacités d'injection posent question. En particulier, la présente Consultation Publique ne précise pas comment serait traité un cas de création de nouvelle desserte à partir d'un ouvrage de renforcement de type maillage.
- De même, le traitement d'une nouvelle desserte qui profiterait de la traversée d'un ouvrage de raccordement d'un producteur interroge. Les modalités d'une éventuelle Délégation de Service Public doivent être précisées. De plus, la gestion des ouvrages concernés dans la Base d'Actifs Régulée des opérateurs, y compris leur mode de financement en regard de la réfaction tarifaire à 40% sans plafonnement pour un gestionnaire de réseau de distribution, doit être spécifiée et encadrée par la CRE. La présente Consultation Publique permet notamment de comprendre que des cas concrets sont déjà instruits par des opérateurs de réseaux sans que les cadres tarifaire et législatif adéquats ne soient implémentés. Une telle situation ne serait pas admissible.
- Enfin, Teréga rappelle que les modalités de comptage des quantités injectées entre des PITD maillés par le réseau du gestionnaire de réseau de distribution ne sont pas encore fixées. La détermination des débits dimensionnants au titre de l'obligation de service public des gestionnaires de réseau de transport, n'est donc pas réalisable pour ces cas selon le processus nominal. Dans la mesure où ces cas sont appelés à se développer, il est important de mettre en place les moyens de traitement adéquats.